

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 197

Rubrik: Le carnet de Jeanlouis Cornuz

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les mots et la réalité

... Une seule chose me console : qu'il se soit trouvé, dans le Pays de Vaud si beau, plus de gens pour accepter l'initiative contre l'exportation que pour la refuser...

Tout le reste me consterne ! Et les commentaires de la plupart des journaux me plongent dans la stupéfaction ! « Victoire du bon sens » titre la « Tribune de Lausanne » (Max Syfrig). Voilà un Monsieur qui était, si je comprends bien, contre l'initiative (parce qu'il estimait sans doute qu'elle risquait, si elle était acceptée, d'affaiblir la Défense nationale)... Soixante-sept Suisses sur cent proclament, en n'allant pas voter, qu'ils se moquent éperdument de la Défense nationale. Et M. Syfrig y voit une victoire du bon sens !!! Notez que si, par hasard il tombait dans l'erreur contraire et se réjouissait (je ne me réjouis pas : je me console comme je peux) de la majorité des « oui »

en pays romand (par souci de ce que la Suisse incarne, par souci de sa réputation), les mêmes considérations pourraient être faites : deux Suisses sur trois et plus sont complètement indifférents à ce que leur pays se salisse les mains ou pas...

La politique de l'autruche

Et le phénomène se répète et s'aggrave de votation en votation : récemment un journal annonçait pour je ne sais plus quelle consultation valaisanne, une « nette victoire » de l'un des partis. J'ai ouvert le journal et appris que 90 (quatre-vingt-dix... nonante) Valaisans sur 100 n'étaient pas allés voter ! On serait tenté de parler de politique de l'autruche... Encore, pour enfouir sa tête dans le sable, faut-il avoir une... avoir du sable à disposition !

L'évidence irrécusable est malheureusement que nous ne vivons plus en démocratie, si par démo-

cratie l'on entend « gouvernement par le peuple ». D'autres plus qualifiés que moi en analyseront les raisons. Pour ma part, ce qui me frappe, c'est que nous savons de moins en moins à quel saint nous vouer, quelles valeurs respecter, quel sens donner aux mots. De plus en plus souvent — Dieu sait que je ne leur en veux pas ! — mes élèves, invités à considérer les « idées » de X, Y ou Z, n'examinent pas si les idées en question sont justes ou fausses, mais si elles leur plaisent ou pas, si elles sont « utiles » ou inutiles, si elles leur paraissent dangereuses ou inoffensives...

Et jusque dans les mots croisés ! Tenez, à plusieurs reprises, ces derniers temps, j'ai trouvé la définition suivante : « (mot en quatre lettres signifiant) réfuter. » Il fallait trouver : « nier »... Comme si nier que la somme des angles d'un triangle soit égale à deux droits revenait à réfuter le théorème de Pythagore !

Ce sont nos mots eux-mêmes qui sont contaminés.

J. C.

Congrès du Parti socialiste suisse : la partie visible de l'iceberg

Samedi, à Interlaken, au Congrès du Parti socialiste suisse, les délégués étaient nombreux pour entendre Willy Brandt ; dimanche, ils furent également nombreux pour parler de l'affaire Villard. Pour ne déboucher d'ailleurs que sur peu de chose, puisque les quatre membres socialistes de la commission militaire du Conseil national n'ont pas été explicitement désavoués. L'accent mis sur un texte de la commission militaire du PSS, « Pour une politique globale de sécurité en Suisse s'inspirant d'une stratégie de paix », a indiscutablement réuni la grande majorité des délégués. La surprise n'est pas totale. Un congrès de sept à huit cents délégués est représentatif de l'ensem-

ble du parti, davantage en tout cas que les quatre cents délégués du Congrès de Bienne.

Les clivages qui se sont manifestés sont plus subtils que beaucoup s'y attendaient. Ni affolement, ni survoltage. Les « quatre » n'ont été ni blâmés, ni exclus ; mais la sur-représentation bernoise dans le comité directeur a été réduite au profit des Romands et des femmes.

Un congrès présente toutefois une image décalée de la réalité. Trois heures pour les questions militaires, plus trois autres heures pour l'affaire Villard. Une salle à moitié vide et désintéressée pour entendre Pierre Graber parler de l'Europe. Un long débat sur les questions fiscales pour déci-

der une nouvelle fois de remettre sur le métier ce qui était proposé.

Peut-être est-ce parce qu'au fond chacun considère que les accords conclus avec la CEE vont en quelque sorte de soi ?

La difficulté d'être romand dans un tel congrès est réelle. P. Graber se serait-il exprimé en allemand que les délégués auraient été certainement attentifs. Car les Alémaniques, contrairement aux Romands, répugnent à mettre les écouteurs !

Le résultat d'ensemble, à cause sans doute des tumultes et des incertitudes permanentes, reste positif. Il est sain que les responsables doivent affronter la critique et la contestation. Il est bon que les diverses tendances puissent se compter. Le vrai travail, toutefois, se fait entre les congrès. A ne pas oublier.